

de tout le total. De la manière dont la députée parle, c'est comme si tout le monde allait sur le bien-être social. Les statistiques sont claires et démontrent qu'en dedans de six mois, 70 p. 100 de ces personnes-là sont sur le marché du travail. Ce qui importe, c'est de quelle façon nous allons aider les gens à réintégrer le marché du travail. Ce que nous disons de ce côté de la Chambre, c'est que c'est à travers la formation. C'est pourquoi on a augmenté nos ressources pour former les chômeurs et les autres Canadiens avec un budget, cette année, qui sera de 3,8 milliards de dollars, un effort sans précédent dans l'histoire canadienne.

[Traduction]

**M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État à la Jeunesse.

Quand le ministre est devenu responsable de ce portefeuille, en avril 1991, il y avait 390 000 jeunes en chômage. Dix-neuf mois plus tard, ce nombre a augmenté de façon incroyable pour atteindre 438 000. C'est donc dire que plus de 40 000 jeunes se sont joints au rang des chômeurs depuis que le ministre est entré en fonctions.

Quelles mesures le ministre entend-il prendre au juste pour remettre ces jeunes au travail?

**L'hon. Pierre Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes):** Monsieur le Président, le député et tout le monde à la Chambre savent que le pays traverse une récession. Malheureusement, jeunes et vieux en ont subi les effets. Je veux dire par là ceux de plus de 24 ans.

L'exposé économique présenté la semaine dernière est évidemment, le député devrait s'en rendre compte, l'instrument mis en place afin de permettre à chacun, y compris aux jeunes, de retrouver du travail et de tirer parti de la situation qui va régner en 1993, notamment des 300 000 emplois qui vont être créés.

**M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk):** Monsieur le Président, quand le ministre a parlé vendredi de la création d'emplois, il n'a rien dit de précis quant à la création d'emplois pour les 438 000 jeunes chômeurs. En fait, l'exposé économique présenté par le ministre des Finances ne fait état d'aucun programme de création d'emplois pour les jeunes.

### Questions orales

Le ministre peut-il nous dire pourquoi il n'existe aucun programme précis pour redonner du travail aux jeunes?

**L'hon. Pierre Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes):** Monsieur le Président, je recommande au député de relire l'exposé économique, ce qu'il n'a pas encore fait j'en suis sûr puisque ce document recense clairement les initiatives mises en place afin d'encourager les partenariats ainsi que les mesures prises afin d'encourager les petites entreprises qui créent 80 p. 100 des emplois dans notre pays.

\* \* \*

[Français]

### LA SOMALIE

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

La tragédie en Somalie nous touche tous et la participation du Canada aux affaires des Nations Unies dans ce pays est, je crois, une bonne utilisation à des fins humanitaires des troupes canadiennes.

Par contre, décider d'envoyer des troupes dans une région en guerre est une décision majeure dont le Parlement doit débattre avant les faits. Cette décision a été prise sans consulter le Parlement, sans débat.

Je voudrais donc poser cette question à la ministre: Pourquoi cette intervention n'a-t-elle pas été débattue en Chambre?

**L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, c'est la responsabilité du gouvernement d'établir et de prendre les décisions concernant des choses majeures, comme la situation en Somalie. Mais nous avons, en premier lieu, offert l'occasion d'une discussion ou d'un débat, si l'on veut, en Chambre, et ce sera ce soir. Nous avons aussi offert un *briefing* aux députés du Parti libéral et du Nouveau Parti démocratique concernant les particularités, cet après-midi, avant le débat.

[Traduction]

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire. J'ai demandé pourquoi une décision aussi importante que celle d'envoyer des troupes—non que j'y voie une objection—avait pu être prise avant d'avoir été soumise à la Chambre des